Fiche thématique

Reconversion professionnelle

Des Français concernés, un accompagnement indispensable

49 % des actifs français envisagent, effectuent ou ont déjà réalisé leur reconversion professionnelle en juin 2021. C'est ce que révèle l'enquête 2021 de VISIPLUS academy, BVA et LHH. Pour l'UNSA, la priorité est de permettre à chaque actif d'être bien accompagné dans sa démarche.

Cette étude confirme les tendances observées dans le dernier baromètre de Centre Inffo de janvier dernier (https://www.unsa.org/Barometre-de-Centre-Inffo-la-synthese-de-l-UNSA.html) :

une volonté de reconversion affichée par les actifs, un manque d'information sur les dispositifs existants et un besoin d'accom-pagnement pour réaliser leur projet. La reconversion intéresse d'abord les jeunes entre 25 et 34 ans, les demandeurs d'emploi et les actifs touchés par la crise sanitaire.

Leurs motivations principales pour une reconversion sont l'ennui et le manque de sens au travail pour 44 % des sondés (28 % d'entre eux en font même leur raison principale), la pression dans le travail pour 36 %, les problèmes de santé comme le burn-out pour 23 %.

Ils souhaitent d'abord changer de secteur d'activité (28 %), apprendre un nouveau métier (24 %), obtenir une meilleure rémunération (22 %) et espèrent, en priorité, mieux concilier vie professionnelle et privée (23%), se sentir plus utile et redonner du sens à leur travail (22 %).

Le CPF de transition professionnelle est plébiscité par les 80 % d'actifs qui doivent en faire la demande. Il permet en effet de s'absenter pour se former tout en percevant son salaire !

Pour l'UNSA, ce désir de reconversion professionnelle, surtout dans cette période difficile de sortie de crise, implique un accompagnement fort, pour la construction du projet et éviter les désillusions. Les actifs interrogés en ont conscience : 29 % évoquent le risque d'un projet mal préparé, 27 % ont peur de l'échec. Cette démarche ne doit pas être faite uniquement sous la contrainte ou dans une optique purement adéquationniste (reconversion vers les seuls métiers en tension). Elle doit être choisie et mûrie.

La pression sur les salariés dans certains secteurs en difficulté est forte et la vigilance s'impose, notamment vis-à-vis de nouveaux dispositifs comme « Transitions collectives » (TransCo*) dont 82 % des actifs n'ont jamais entendu parler...

L'accès au Conseil en évolution professionnelle(*) est indis-pensable, développé et renforcé, tout comme l'information sur les différents dispositifs existants.

Seuls 34 % des sondés connaissent le congé de mobilité et 30 % des actifs, le congé de reclas-sement !

Accompagner

Le déficit d'information montré par cette étude, implique la nécessité d'une mobilisation plus forte des parties prenantes de la formation professionnelle et de l'emploi : les opérateurs publics (Pôle Emploi, service public régional de l'orientation...), les branches, les OPCO...

Les salariés les plus précaires, les moins formés, ceux des secteurs menacés, des petites entre-prises et les demandeurs d'emploi les moins qualifiés doivent être particulièrement soutenus.

Devant les difficultés que rencontrent certains actifs (l'illectro-nisme par exemple touche 8 % des demandeurs d'emploi) confrontés à des process dématérialisés comme par exemple le Compte personnel de formation (CPF*), **l'UNSA demande un accompagnement humain spécifique**.

L'UNSA et ses représentants dans les entreprises et les branches y prendront également toute leur part pour informer, orienter, accompagner les salariés dans leur démarche de reconversion, notamment les plus fragiles.

(*) Retrouvez nos fiches pratiques sur :
https://www.unsa.org/-Fiches-pratiques-formation-professionnelle-.html

article rédigé par le secteur Économie et emploi, pour UNSA Mag n°218 juillet - août 2021